

En attendant la paix, il faut répondre aux attentes légitimes



Des femmes puisant de l'eau au berge du fleuve niger près de Niafouké - Tombouctou, Juillet 2020. ©photo : Walid le berbère / sahelien.com

Retour sur la crise au Mali avec le regard des acteurs au cœur de l'insécurité

Baba Dakono

Sommaire

Résumé exécutif.....4

INTRODUCTION..... 5

1. Aperçu de contexte..... 7

2. Au commencement, était la rébellion armée dans le septentrion..... 8

 a) De la rébellion armée à l'activisme terroriste sur fond de crise d'État 9

 b) De la peur à l'auto-défense12

3. Finalement, la crise gagne le centre du pays.....13

4. La résurgence des conflits locaux et nouvelles dynamiques..... 17

5. Une crise de gouvernance généralisée 19

6. Les mutations sociales, entre ruptures et permanences21

7. Des violences qui perdurent25

CONCLUSION..... 26

RECOMMANDATIONS.....27

 1) Replacer le retour de l'État dans les localités27

 2) Rétablir la confiance entre les acteurs locaux.27

 3) Soutenir les processus de médiation par des actions concrètes27

 4) Apporter des réponses durables et multiformes aux conflits locaux. 28

 5) Répondre aux questions de sous-développement et sécuriser les infrastructures..... 28

 6) Accompagner l'État malien à renforcer le dialogue entre les communautés 28

 7) Faire face à la menace terroriste dans un cadre de coopération régionale..... 28

ANNEXE – BIBLIOGRAPHIE29

À propos de sahélien.com

Sahélien.com est un site d'actualité créé en février 2014 par des journalistes maliens, nigériens, burkinabè et américains, avec le soutien du Groupe Klédu (Mali) et le Open Society Initiative for West Africa (OSIWA). <https://sahelien.com>
 Contacts : info@sahelien.com

À propos de l'auteur

Baba Dakono est actuellement secrétaire exécutif de l'Observatoire citoyen sur la gouvernance et la Sécurité (OCGS). Il a également été chercheur à l'Institut d'études de sécurité (ISS) au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, le Sahel et le Bassin du Lac Tchad. Avant ce poste, il a été Chef de projets à International Alert et chargé de programme au National Democratic Institute (NDI). Il a travaillé successivement comme expert associé à la Mission d'appui aux réformes politiques, au cabinet du ministre de la Réforme de l'État comme Chargé de mission et au Comité d'appui aux réformes institutionnelles. Dans ce cadre, il a travaillé sur les questions de gouvernance, de renforcement de l'État de droit et de consolidation de la démocratie au Mali. De 2008 à nos jours, il a travaillé comme consultant sur plusieurs études en matière d'évaluation des politiques publiques, de sécurité, et de développement institutionnel au Mali et au Sahel. Il est titulaire d'une maîtrise en Droit et un master en sciences politiques.

À propos de l'étude



Une famille se rendant à la foire locale dans un village situant entre Gao et Bourem juin 2019. ©photo : Wâlid le berbère / sahelien.com

NB : Les opinions avancées dans cette étude ne reflètent pas nécessairement celles de sahelien.com

Résumé exécutif

Depuis 2012, le Mali traverse une crise multidimensionnelle sécuritaire qui s'est manifestée d'abord, le 17 janvier 2012, par une rébellion armée et, en avril de la même année, par l'occupation des deux tiers du territoire par divers groupes armés dont des groupes terroristes. Si la crise dans le nord est pour beaucoup dans la « *dé légitimation* » de l'ancien président Amadou Toumani Touré, il faut dire que l'origine des griefs remonte à un passé lointain : corruption, situation économique dégradée, etc. Ainsi, la violence qui s'est graduellement intensifiée depuis 2012 apparaît comme la conséquence de la fragilité de l'État, déstabilisé par la décomposition de la Libye et la prolifération de combattants, d'armes et de trafics qu'elle a engendrée. Le conflit malien de 2012, qui en a résulté, a provoqué le départ de l'administration de vastes territoires ruraux. Chefferies traditionnelles, milices communautaires et groupes « terroristes » se sont alors disputé la place laissée par l'État, ou simplement un vide historique.

Dans un tel contexte, livrées à elle-même, les communautés luttent pour leur survie sur de nombreux fronts : économique avec la raréfaction des ressources naturelles aggravée par les aléas climatiques, identitaire alors qu'elles sont courtisées par les gouvernements et les groupes armés, et sécuritaire au vu des manquements d'une force publique submergée. Le schéma des alliances avec l'un ou l'autre des acteurs d'un conflit qui les dépasse a largement achevé de faire

des communautés un enjeu politique et, partant, une cible privilégiée. Plus fondamentalement, ces communautés prennent conscience de leur marginalisation et revendiquent leur place sur l'échiquier politique national, mais aussi les dividendes d'efforts de développement dont elles sont largement écartées. La vision d'un monde opposé entre anciens et nouveaux, agriculteurs et pasteurs, génère son lot de tensions au sein même des communautés.

Le présent travail propose une réflexion élargie par-delà le cercle des institutions publiques nationales et internationales. Dans le souci de mener à bien ce jeu de miroir, nous avons pris le parti de restituer, tout au long de l'étude, des passages et récits sélectionnés sur la base de la diversité des propos et des composantes. Ce parti pris permet d'enrichir l'analyse, mais également donne l'opportunité à des personnes vivant à des milliers de km de la capitale malienne de partager leur vécu, leurs attentes et leurs craintes. Il n'a pas été question ici de viser l'exhaustivité, ni de situer une ligne médiane entre les différents récits, mais plutôt de relater telles quelles les difficultés et les attentes les plus saillantes relevées auprès des populations rencontrées. Et cela, au risque parfois de découvrir des écarts considérables entre le haut et le bas (institutions-populations), le centre et la périphérie (pouvoir de décision-récepteurs).

Les différents entretiens font ressortir une évolution du conflit avec une tendance à ramener à l'extrémisme vio-

lent toute la dynamique conflictuelle qui trouve pourtant ses origines tant sur le plan de la gouvernance qu'au niveau endogène (frustrations et griefs). Structurellement, la nature et la qualité de la gouvernance ont engendré des relations chroniquement tendues entre l'État et les citoyens. La litanie d'affaires de corruption et de violations des droits de l'homme impunies et non résolues et le manque de protection et de services sociaux de base, en particulier dans les communautés rurales, ont lentement érodé la confiance dans l'État et affaibli le contrat social entre l'État et la population. Cela a rendu la présence et l'autorité de l'État hautement contestables et a fourni un environnement pour l'émergence de forces alternatives comme les groupes qualifiés de terroristes et les milices d'autodéfense. Les communautés comptent sur ces forces pour la justice et la protection, y compris, dans le cas des groupes terroristes, des intérêts socio-économiques. Cela est démontré par des cas dans lesquels des individus dans de nombreuses localités ont confirmé être mieux placés sous le contrôle des groupes extrémistes après avoir été autorisés à pratiquer certaines activités économiques comme la chasse, l'extraction de l'or et d'autres qui avaient été restreintes par l'État. L'incapacité de l'État à protéger les communautés a conduit à une prolifération de groupes d'autodéfense. Il faut s'attendre à une nouvelle prolifération compte tenu de la dépendance des États à l'égard de ces groupes. Sur la base de cette analyse croisée, il ressort notamment quelques recommandations dont :

- **Aider l'État à trouver un modèle de gouvernance crédible et axer sur plus d'implication des populations dans la gestion des affaires publiques.** La règle du jeu de la représentativité actuelle conduit, dans certaines mesures, à la désignation d'élus qui ne représentent pas. Il convient de trouver des moyens appropriés pour assurer une meilleure prise en compte des opinions et perceptions des populations dans les processus décisionnels.
- **Mieux penser le retour de l'État.** La restauration de l'autorité de l'État dans un tel contexte est importante mais elle ne doit pas être envisagée dans un cadre d'occupation territoriale du pays. Bien avant la crise, la présence de l'État était perçue par de nombreuses communautés comme une présence d'un État prédateur qui, sans répondre aux besoins élémentaires des communautés, exacerbait les clivages qu'elles avaient en leur sein et entre elles.
- **Agir localement face à des problématiques régionales.** Toutes les stratégies des partenaires reconnaissent le caractère transnational ou régional des enjeux de sécurité et de développement dans le Sahel. Sa prise en compte dans la formulation et la mise en œuvre de programmes et de projets d'assistance humanitaire ou de développement est cependant complexe.
- **Encourager les programmes destinés à l'amélioration de la justice et mettre fin au cycle de l'impunité.** Les maux de la gouvernance à l'origine ou ayant exacerbé les crises

s'articulent prioritairement autour des questions de justice. L'amélioration de la gouvernance passe indubitablement par celle du secteur de la justice.

- **Soutenir les processus de médiation par des actions concrètes.** Pour de nombreux interlocuteurs rencontrés au cours de la période d'analyse, les accords signés dans le cadre de la résolution des conflits sont des solutions de court terme.
- **Répondre aux questions de sous-développement et sécuriser les infrastructures.** Au cours de l'étude, il est ressorti qu'il existe très peu d'infrastructures reliant le Sud au Nord du pays. En outre, entre les localités du Nord, les infrastructures routières sont vétustes par endroit et inexistantes dans une grande partie du septentrion. Il n'existe aucune route qui relie le Sud au Nord du pays.
- **Promouvoir l'emploi des jeunes dans les zones en conflit (création des activités génératrices de revenus).** La question de la création des activités génératrices de revenus est ressortie dans tous les échanges. A Mopti, de nombreux interlocuteurs estiment que la région était le poumon économique de la ville avec les activités agropastorale et le tourisme. Depuis la crise, toutes les activités économiques qui gravitaient autour du tourisme ont été réduites à néant obligeant des nombreux de jeunes à intégrer les réseaux criminels. Les autres sont instrumentalisés par les groupes armés et laissés pour compte par l'État.

INTRODUCTION

L'évolution de la crise au Mali et la problématique de la montée de la violence dans le pays mettent en exergue les nombreuses difficultés d'ordre sécuritaire, logistique et humanitaire auxquelles sont confrontés les acteurs impliqués dans la recherche de solutions. Elles mettent également en perspective le niveau de confiance en l'État et ses partenaires au niveau des populations et plus largement sur le processus de paix. Les facteurs sur lesquels ont prospéré la crise au Mali sont multiples et complexes : ils sont liés aux activités de groupes armés isolés, de mouvements signataires de l'accord pour la paix, de réseaux criminels et qui ont distendu les liens inter et intracommunautaire. Finalement, dans de nombreuses localités au nord et au centre du pays, les communautés, jugeant les réponses institutionnelles inefficaces, se sont armées, entraînant une violence sans précédent dans le pays.

A partir de 2015, l'épicentre de la violence a glissé du nord vers les régions du centre du pays (Ségou, Mopti) avec la montée en puissance, dans le Delta intérieur (la boucle du Niger) d'un groupe nommé « Katiba Macina », dirigé par le prédicateur Hamadou Kouffa, un proche de Iyad Ag Ghali et qui deviendra plus tard une figure importante du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), principale coalition djihadiste active au Sahel. Ainsi, la région de Mopti et progressivement celle de Ségou ont vu naître et grandir des groupes armés agissant localement. L'une des

forces de ces groupes réside dans leur capacité à s'implanter en milieu rural dans les localités où elle opère.

Ces groupes ont ainsi revendiqué plusieurs attaques contre les armées nationales des trois pays et les forces partenaires de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) et de l'opération Barkhane. Les élus locaux, les chefs traditionnels et religieux et les enseignants sont également victimes d'actes d'intimidation, de menaces, d'enlèvements, voire d'assassinats.

L'insécurité dans le pays est ainsi entrée en métastase. Collectivement ou individuellement, les acteurs locaux dans les localités conflictuelles sont quasiment tous devenus des acteurs armés. Résultant de la dégradation de la situation sécuritaire, l'émergence de milices repose le plus souvent sur une base communautaire. Par exemple, en plus de Dan Ambassagou, des interlocuteurs du Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) présentent également leurs groupes comme des réponses à l'insécurité dans une logique de défense de leurs communautés, respectivement les Touareg imghad et daoussahaq.

Dans ce contexte peu reluisant, le 25 mars 2020, les pouvoirs publics

maliens ont confirmé la présence de la pandémie liée au coronavirus dans le pays. Puis, la situation a rapidement connu une évolution avec un taux de contamination en dents de scie : une moyenne de 30%. Vers la fin avril, le pays avait enregistré plus de 400 cas dont 20 décès et une centaine de personnes guéries. Face à la menace, le gouvernement a pris plusieurs mesures préventives et ce, depuis le 17 mars. Ces mesures vont de la fermeture des frontières (à l'exception du fret et transport des marchandises) à l'interdiction des regroupements publics en passant par la fermeture des écoles et l'instauration d'un couvre-feu de 21h00 à 5h00 du matin. Cette énième crise est venue s'ajouter à une situation sécuritaire, économique et humanitaire déjà préoccupante.

Partant de la proclamation des résultats définitifs des élections législatives, des troubles dans de nombreuses villes maliennes éclatèrent. Souvent pointant du doigt la couvre-feu dans un contexte de coupures intempestives d'électricité ou encore protestant contre les résultats des élections législatives¹, le mois de mai 2020 au Mali fut également celui des incidents à Bamako, à Kati, à Kayes, à Sikasso, et à Ségou².

Pour autant, il est important de rappeler que la crise qu'elle soit sécuritaire, politique ou sanitaire est à la fois le résultat de facteurs structurels de vulnérabilité, et d'éléments déclen-

cheurs, qui se sont progressivement mis en place depuis des décennies. L'insécurité grandissante, qui accroît le déplacement et la vulnérabilité des populations, contribue à alimenter les tensions entre groupes socioprofessionnels. En plus de ces tensions autour de l'accès aux ressources naturelles, les violences sont liées à des luttes de pouvoir, à des velléités de reconfiguration politique et sociale, et à des désaccords entre l'État et certaines communautés.

A partir de ces constats, il est utile de se demander dans quelle mesure l'arrimage des réponses locales, nationales et supranationales prend en compte le contexte (politique, spécificités, volonté), la situation en cours (l'évolution de la crise et des dynamiques conflictuelles) – notamment en dépit de la signature de l'accord pour la paix – ainsi que l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de paix.

Pour y répondre, nous proposons ici une réflexion qui mettra en discussion plusieurs éléments, notamment le point de vue des acteurs, l'évolution de la crise ainsi que des manifestations de la violence. La note d'analyse s'articule ainsi autour des dynamiques du conflit, notamment sur les causes et ses éléments moteurs. L'approche adoptée pour mener à bien cette étude a été de conduire une réflexion « multisituée », c'est-à-dire en différents lieux et à différents niveaux dans l'échelle du conflit. Cette recherche a

été menée à Bamako, à Tombouctou, à Gao, à Mopti et à Ménaka.

La méthodologie du jeu d'échelle a permis de mettre en résonance les perceptions et les réflexions des différents acteurs. Le souci du décentrement a été constant. Il s'agissait d'une part, de sortir du format stato-centré des institutions publiques ; et, d'autre part, de mettre en lumière la pluralité des positions des acteurs issus des communautés. Ce travail triangulaire propose une réflexion élargie. Dans le souci de mener à bien ce jeu de miroir, nous avons pris le parti de restituer, tout au long de l'étude, des passages et récits sélectionnés sur la base de la diversité des propos et des composantes³. Il n'a pas été question ici de viser l'exhaustivité, ni de situer une ligne médiane entre les différents récits, mais plutôt de relater telles quelles les difficultés et les attentes les plus saillantes relevées auprès des populations rencontrées. Et cela, au risque parfois de découvrir des écarts considérables entre le haut et le bas (institutions-populations), le centre et la périphérie (pouvoir de décision-récepteurs).

Sur la base des résultats, le présent rapport s'articule autour de six (06) points. Après un bref aperçu du contexte (01) il présente les origines de la crise de 2012 (02), ensuite le rapport retrace la diffusion de la crise vers le centre du pays (03), puis fait le point de la résurgence des conflits

locaux (04) avant de relever les mutations sociales qui se sont opérées au fil des années (05) ainsi que les violences observées (06). Enfin, après une conclusion, les principales recommandations qui émergent de l'étude sont présentées.

1. Aperçu du contexte

Avec une superficie de 1 241 238 km², le pays, qui partage des frontières avec sept États, dispose d'un territoire très vaste, dont les 2/3 sont occupés par le désert. La faiblesse des ressources du pays et l'inégale répartition géographique des services sociaux de base et des infrastructures constituent aussi des facteurs de vulnérabilité. Cette situation fait du Mali un espace de prédilection pour divers groupes armés qui profitent de l'absence de l'État ou de sa faible représentation pour s'implanter et recruter.

Les disparités de développement et d'implication dans la gouvernance locale et nationale ont occasionné des frustrations et partant des conflits armés qui se sont traduits en des rébellions, dont la gestion a laissé des séquelles qui ne se sont pas encore totalement dissipées. Les différents groupes armés non étatiques profitent des facteurs de vulnérabilité de la population, dont l'analphabétisme et la pauvreté, pour procéder à des recrutements de combattants, surtout dans les régions du nord et du centre.



...Les partenaires humanitaires soutiennent les actions de prévention de la maladie et de prise en charge des cas. Au mois de mai, les premiers cas de COVID-19 ont été détectés sur un site de déplacement/famille d'accueil dans la région de Mopti... La pandémie arrive dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire affectant déjà plus de quatre millions de personnes. Elle aggrave ainsi les défis liés à l'accès aux services sociaux de base, à l'insécurité alimentaire et met en exergue la vulnérabilité des ménages dont les opportunités socio-économiques sont de plus en plus réduites... L'insécurité couplée à l'épidémie de COVID-19 ont pour conséquence une baisse de la fréquentation des centres de prise en charge des cas de violences basées sur le genre (VBG). Pour rappel, plus de 378 000 enfants sont affectés par la fermeture des écoles dans les zones touchées par l'insécurité... De plus, la crise économique engendrée par les mesures restrictives va accentuer la pauvreté...

Bulletin OCHA Mali (MALI, Rapport de situation, mise à jour: 17 juin 2020) <https://reports.unocha.org/fr/country/mali>

¹ Tv5 Monde : « Deux jeunes Maliens ont été blessés par balles jeudi 7 mai en marge d'une manifestation dans le sud du Mali contre les résultats définitifs des élections législatives remportées par le parti au pouvoir, a-t-on appris de sources locales. » <https://information.tv5monde.com/afrique/elections-legislatives-au-mali-deux-blesses-par-balles-en-marge-d-une-manifestation-358455>.

² DeutchWele : « Kayes, Kati, Sikasso, Ségou, Mopti ou encore plusieurs quartiers de Bamako connaissent depuis près d'une semaine des nuits d'émeutes. Rues barricadées, pneus brûlés, kiosques de police incendiés : ces violences auraient fait trois morts dans tout le pays selon plusieurs sources » <https://www.dw.com/fr/des-tensions-sociales-embrasent-le-mali/a-53375377>.

³ La démarche d'enquêtes a consisté en la conduite d'entretiens de type qualitatif, sur la base d'un questionnaire semi-directif. La plupart des personnes citées n'ont pas été nommées.

Les jeunes, qui représentent plus de la moitié de la population malienne, sont exposés au chômage, au sous-emploi, au manque de perspectives et à la faible implication dans la gouvernance nationale et locale. Les frustrations qui en découlent, les rendent particulièrement vulnérables à la radicalisation et aux discours des organisations terroristes. Ils se tournent aussi très facilement de ce fait vers divers trafics illicites allant de la drogue aux armes, en passant par les cigarettes, les migrants et les espèces animales

et végétales protégées, dont les produits servent très souvent à financer les mouvements terroristes.

À partir de 2014, la crise prend une nouvelle ampleur avec la résurgence de l'insécurité dans les régions de Mopti et de Ségou, au centre du pays. La fragilité économique et sociale de ces zones a servi de terreau fertile à l'implantation de ces groupes armés terroristes, qui instrumentalisent les conflits entre les différentes communautés tout en posant en garants de

l'ordre social. L'insécurité engendre des conflits intercommunautaires, créant une fracture sociale grandissante ainsi que le retrait d'une partie de l'administration de nombreuses zones. En début d'année 2020, la crise sanitaire est venue s'ajouter à une situation sécuritaire, économique et humanitaire déjà préoccupante. En outre, les frustrations, les griefs et les mécontentements se sont exacerbés entraînant des tensions sociales et mettant les institutions à rude épreuve.

2. Au commencement, la rébellion armée dans le septentrion



Point d'eau situant à Arawane à 160 km au nord de Tombouctou. ©photo : Walid le berbère / sabelien.com

Les origines de la crise sécuritaire au Mali sont aussi lointaines que la naissance de la République elle-même, en 1960. En effet, depuis cette période, certaines communautés établies dans le nord du pays se sont rebellées avec en toile de fond une insurrection armée contre le tout nouvel État, en 1963. Si cette insurrection a pu être gérée de façon militaire par les autorités de la première République, elle allait jeter les bases d'une rébellion armée cyclique dans le pays. Ainsi, insatisfaits des résultats issus des investissements entrepris par l'État et ses partenaires et animés d'un esprit de vengeance des exactions de la première insurrection, une nouvelle rébellion est déclenchée en juin 1990 dans le nord du Mali.

Les groupes armés à l'origine de cette insurrection revendiquent dorénavant leur implication directe dans les affaires publiques. Les acteurs de l'époque sont essentiellement des jeunes issus des communautés nomades qui s'étaient exilés en Libye depuis 1963 et pendant les années de sécheresse des années 1970. Ce bref détour historique permet de rappeler le cycle de violence présent dans le pays et d'appréhender les enjeux.

a) De la rébellion armée à l'activisme terroriste sur fond de crise d'État

La crise sécuritaire que le Mali a connue en 2012 est le résultat d'un processus de délitement de l'État plus profond qu'il n'y paraît. La sanctuarisation du Nord du Mali a commencé dès la fin des années 1990. A partir de 2003, des combat-

tants du groupe terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ont commencé à s'installer dans le septentrion malien. L'objectif était de faire de cette vaste étendue désertique, difficilement contrôlable par un État pauvre comme le Mali, une base arrière dans le Sahel. Leur présence, qui s'est intensifiée après la chute de l'ancien président libyen Mouammar Kadhafi, s'est soldée par l'occupation de toutes les régions du Nord du Mali en 2012. Désarmé face à la menace notamment « terroriste », l'armée malienne a déserté les villes de la zone et a laissé les groupes armés (indépendantistes, terroristes, milices et trafiquants) faire régner leur loi.



« Les rapports entre ces communautés sont historiques, même si souvent conflictuels. Bien avant l'indépendance du Mali, les violences sociales et intercommunautaires existaient déjà entre elles. Les arabes commerçants et les Sonrhaï reprochaient aux Touareg les razzias qui sévissaient dans la région. En outre, des affrontements entre les populations nomades, d'un côté, et entre populations nomades et sédentaires, de l'autre, sont récurrents et chaque communauté se dit maître du terroir ».

Qui est qui au Nord du Mali, ISS Africa, 2013

C'est dans ce contexte multiculturel du septentrion malien qu'est partie la crise sécuritaire impliquant des groupes armés irrédentistes comme le MNLA mais également des mouvements qualifiés de terroristes notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ançar-Eddine (créé par le Kel Tamasheq Iyad ag Ghali). Cette multiplication d'acteurs armés mérité d'être appréhendée suivant une catégorisation sur la base des « prétentions affichées » des groupes tout en rappelant les connexions qui puissent exister entre eux.

Au Mali, le demi-siècle d'indépendance a été marqué par divers remous politiques. Les plus récurrents ont été les revendications indépendantistes dans le nord du pays auxquelles le pouvoir central de Bamako a d'abord répondu par la force avant de privilégier les solutions politiques. Selon l'anthropologue malien, la recrudescence des rébellions dans le septentrion apparaît comme « l'une des constantes majeures de la vie politique malienne depuis le milieu des années 50, dans ce qui était alors le Soudan français ».

En 1963, éclatait la première rébellion, plaçant le nord pays dans une violence armée sur quelques années. La réponse militaire de l'armée malienne n'a pas manqué de laisser des traces douloureuses dans les cœurs et dans les esprits. A nouveau, entre 1990-1999, naissait une nouvelle rébellion armée. Les revendications majeures de cette rébellion ne tranchaient pas avec celles de la première, mais concernaient aussi l'intégration des Touaregs dans l'armée malienne.

La réponse fut d'abord militaire avant le choix de l'Algérie pour faire office de médiateur dans les négociations qui ont donné naissance à l'Accord de Tamanrasset, le 6 janvier 1991. Cet accord donnait un statut particulier aux régions du nord, allouait 47% du prochain programme de développement et prévoyait la démilitarisation de la zone. Il a été rendu caduc à la suite de la révolution populaire qui a débouché sur le coup d'État du 26 mars 1991 d'un groupe de militaires dirigé par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré dit « ATT ».

Au Nord, la rébellion, composée des Touareg et des Arabes, va se fragmenter en quatre factions à cause de la divergence des aspirations, avant de former ensemble la Coordination des mouvements et fronts unifiés de l'Azawad pour négocier avec le gouvernement malien, sous la pression de l'Algérie. Ces négociations conduisent à la signature du pacte national le 11 avril 1992 pour sceller l'unité dans le pays. En retour, les mouvements rebelles renoncent au projet indépendantiste. Mais les tensions sont loin d'être apaisées à cause de l'incapacité du pouvoir central à recueillir l'adhésion nationale à l'accord et à rassembler les tribus du Nord.

En 2006, la violence reprend et les rebelles pointent le retard du Nord sur le plan du développement, par rapport au Sud. Le gouvernement malien est accusé de n'avoir pas tenu les promesses faites en 1992, ce qui conduit à une aggravation de la situation. Le 4 juillet 2006, sous la médiation du voisin algérien, un nouvel Accord d'Alger est signé. Il

accorde une plus grande autonomie politique et plus de fonds alloués au développement.

En janvier 2012, une nouvelle rébellion est partie de Kidal, menée par le Mouvement national de libération de l'Azawad avec l'appui des combattants de la Légion islamique de Kadhafi de retour, avant de déclarer l'indépendance de l'Azawad le 6 avril 2012. Le 17 janvier 2012, le coup d'envoi de la lutte armée qui aboutira à une crise multidimensionnelle inédite dans le pays est lancé par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Ce groupe armé, formé par d'anciens combattants revenus de la Libye, après la chute de Mouammar Kadhafi ainsi que des déserteurs de l'armée malienne, lance une attaque contre les positions armées maliennes d'abord à Ménaka puis Kidal et Aguelhok, dans le Nord du pays. Pour mener les opérations militaires, les irrédentistes ont signé une alliance avec des groupes armés terroristes présents dans la zone depuis 2003, comme AQMI ainsi que Ansar-Addine et le MUJAO.

Le conflit rentre dans une nouvelle dynamique avec le coup d'État perpétré par des militaires contre les institutions de la République du Mali, en mars 2012. Les auteurs du coup d'État accusent le gouvernement malien de laxisme et d'incompétence dans la gestion du conflit. Finalement, sous la pression internationale, ils ont fini par rendre le pouvoir à un gouvernement de transition dirigé par des civils. Mais, entre-temps, les groupes armés séparatistes et terroristes, en alliance, ont poursuivi leur avancée et occupé en

quelques mois les trois régions du Nord du pays.

L'entrée en jeu des groupes « terroristes » va donner une nouvelle dynamique à la crise. Pour rappel, depuis 2003, le principal groupe terroriste actif au nord du Mali, c'est Al-Qaëda au Maghreb islamique (AQMI). Le mouvement se réclame, dès 2006, du réseau Al-Qaïda, fondé par Oussama Ben Laden et dispose depuis 2007 de bases dans le nord du Mali, notamment dans la région de Kidal. Ensuite est né « Ançar-Eddine ». Un mouvement islamiste créé par Iyad Ag Ghaly. Apparue au début des années 2012, le mouvement fait partie de ceux qui ont été chassés du nord du Mali par l'intervention franco-africaine, en janvier 2013. Le mouvement a des excroissances, depuis 2014, notamment la Katiba Macina de Hamadoun Kouffa. Le groupe opère dans le centre du Mali (Ségou, Mopti).

La nature complexe de l'alliance entre les groupes armés séparatistes et les terroristes traduit alors toute la difficulté future de la gestion des victoires militaires que cette coalition engrangeait sur l'armée malienne, qui avait abandonné ses positions, souvent sans combattre. D'une part, les terroristes poursuivaient l'objectif de création d'un État islamiste dans le nord du Mali ; et, d'autre part, les indépendantistes voulaient l'indépendance du Nord du pays sous le vocable « Azawad » qu'ils utilisaient pour identifier la partie concernée. L'alliance était formée avec, en toile de fond, la montée des affrontements sanglants par des groupes armés terroristes, séparatistes et criminels.

C'est dans ce contexte qu'après quelques semaines de gestion hybride des principales villes des régions occupées, le MNLA perd le terrain face au rouleau compresseur des groupes terroristes avec lesquels la cogestion devenait difficile. Finalement, les séparatistes sont chassés par les groupes armés terroristes des principales villes et se réfugient dans les pays voisins.

Entre 2010 et 2011, j'étais un jeune lycéen, à Goundam (région de Tombouctou). En 2012, avec l'arrivée d'un groupe armé du nom de MNLA, j'ai abandonné l'école pour rejoindre leur mouvement et on m'a fait une formation sur le maniement des armes pendant quelques jours. Nous avons ensuite attaqué le Camp de Léré et pris des otages (soldats maliens). Dans la foulée, nous avons récupéré 6 véhicules de combat et tué des dizaines de soldats. Ensuite, nous avons attaqué Tombouctou, puis occupé l'aéroport de la ville. Deux jours après, nous avons vu des groupes islamistes débarquer dans la ville et j'ai quitté le MNLA pour rejoindre le groupe du nom d'Ançar Eddine. J'ai suivi une formation là-bas aussi pour me spécialiser en P.K, en bombe artisanale. J'ai été nommé au niveau de la police islamique et on était chargé d'appliquer la « Charia ».

Ex-combattant du groupe Ançar-Eddine

A Kidal, il n'y a aucun doute sur l'imbrication entre les groupes irrédentistes et certains « terroristes ». Il semblerait même que les attaques aient été planifiées conjointement.

Les deux groupes (Ançar-Eddine et le MNLA) ont signé cet accord dans le but d'officialiser leurs relations, car nous avons chassé ensemble l'armée malienne de l'Azawad ; nous nous sommes coordonné avant même le 17 janvier. L'accord du 26 mai a été signé pour notre intérêt commun et la sécurité de l'Azawad. Mais on s'est vite rendu compte que certains leaders ne l'ont pas bien compris. Le manque de communication a laissé certains cadres croire que nous étions tombés dans le terrorisme ou le salafisme. Mais le dialogue continue, et l'accord reste d'actualité. Le MNLA accepte Ançar Eddine à ses côtés, pas AQMI. Et si Ançar Eddine fait appel à AQMI, c'est son problème. Et c'est aussi celui des gens qui ont laissé ce groupe venir s'installer ici, qui lui ont donné de l'argent [sous forme de rançons pour la libération d'otages, NDLR]. C'est comme cela qu'AQMI est devenu puissant.

(Propos de Bilal Ag Achérif, Président du nouveau Conseil transitoire de l'État de l'Azawad (CTEA) en juin 2012).

Depuis mars 2017, est né JamaatNosrat al-Islam wal-Mouslimin, « Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans », (GNIM ou GSIM). Il naît de la fusion d'Ançar Eddine, d'AQMI, de la Katiba Macina et d'Al-Mourabitoune. Iyad Ag Ghaly en prend la tête. La fusion de ces groupes répondrait à un besoin d'officialiser un partenariat qui existe depuis 2011. Il y a une volonté de coordonner les actions, d'autant qu'AQMI cherche à étendre ses actions dans le Sahel, et en Libye où opère son grand rival qu'est l'État islamique et qui cherche à investir sur le front du Sahel. Les deux organisations sont dans une logique de compétition régionale.

A Gao, dans le Nord du Mali, les prémices de la difficulté dans la co-gestion aboutissent finalement à une rupture de l'alliance entre les indépendantistes et les groupes armés terroristes. Parallèlement, l'occupation et la présence massive d'armes fait entrer la ville dans une forme de normalisation de la violence.

« Quand la crise a éclaté, une partie de la population a quitté la ville. Mais nous sommes restés et nous voulions défendre notre ville contre les rebelles du MNLA. Nous avons donc rapidement mis sur pied un organe de gestion qui a abouti plus tard à la mise en place de comités de patrouille un peu partout dans la ville. Le MUJAO avait sa police, mais nous tenions, nous aussi, à assurer la tranquillité des habitants. Chaque quartier de Gao disposait d'une quinzaine de jeunes volontaires qui veillaient à la sûreté des habitants. Si quelqu'un leur semble suspect, ils l'arrêtent, l'amènent à notre base. Nous n'étions pas pour l'application de la Charia, mais nous préférons cohabiter avec les islamistes plutôt qu'avec les gens du MNLA. »

(Notable, ancien membre du comité de gestion de la crise, en 2012 ; ressortissant de Gao).

A Tombouctou, la situation est complexe. Après la chute de Kidal, les populations, notamment sédentaires de la ville, ont appréhendé la descente de la lutte armée du MNLA comme une tentative d'hégémonie du Nord par les touaregs. Dans ce contexte l'arrivée des groupes terroristes quelques jours après la prise de la ville par le MNLA a été accueillie avec ferveur avant de dégénérer.

En 2012, les islamistes sont arrivés à Tombouctou. Ils ont été applaudis par la population musulmane de Tombouctou. Mais quand nous avons commencé à voir leur application de « Charia » avec des amputations de jambes et des mains, des coups de fouets, des tueries, viols..., nous leur avons dit que la religion musulmane n'acceptait pas qu'on applique la « Charia » comme ça sur des innocents. Ils ont quand même continué à l'appliquer. La situation était intenable jusqu'à un vendredi dénommé « vendredi noir » parce que c'était chaud entre les djihadistes et les habitants de la ville de Tombouctou. Ce jour, les islamistes croisant une femme « non voilée »⁴ portant de l'eau sur sa tête avec son enfant sur le dos, ont commencé à la fouetter. Lorsque le chef de la jeunesse a été informé, il convia tous les jeunes de la ville pour mettre fin à ces tortures. Nous sommes sortis massivement (hommes et femmes) et nous les avons attaqués devant la mosquée à l'heure de la prière du vendredi. Nous étions assez nombreux et ils ne pouvaient pas tous nous tuer, ils ont donc pris la fuite. Il n'y a pas eu de prière ce jour. Le lendemain, ils sont revenus avec des renforts et ont martyrisé toutes les personnes croisées ce jour. Le chef du village, les chefs de quartiers et les chefs coutumiers se sont regroupés le jour suivant pour entamer les discussions avec eux et ils ont demandé que les jeunes rendent les armes qu'ils ont récupérés ce jour.

Jeune ressortissant de Tombouctou.

4. Qui ne porte pas le Hijab (voile intégral).

b) De la peur à l'auto-défense

Parallèlement aux mouvements rebelles, 2012, c'est aussi la naissance et/ou la réactivation des groupes d'auto-défense. Ils étaient principalement de deux catégories : le groupe d'auto-défense des sédentaires et celui des nomades, le Ganda-Izo et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), respectivement. Le Ganda-Izo, qui signifie fils du Terroir, est né du groupe d'autodéfense des Sonrhaï et Peulhs qui a existé pendant la rébellion des années 1990, le Ganda-Koy. Avec la rébellion déclenchée en janvier 2012, ils ont mis en place, sous la direction d'Ibrahima Abba Kantao, plusieurs groupes de milices à Sevaré et à Gao. Le Front national de libération de l'Azawad (FNLA), créé en avril 2012, est devenu, en décembre 2012 sous la direction d'Ahmed Ould Sidi Mohamed, le MAA. Ce mouvement arabe d'autodéfense dispose, depuis le début de la crise, d'importantes milices armées dans le Nord qui sont composées de certains officiers déserteurs de l'Armée malienne comme le colonel Housseïn Ould Ghoulam, le colonel Sidi Amar Ould Mohamed et le Commandant Moulaye Abi. En vue des dialogues entamés en 2014 par le gouvernement malien, sous l'égide de la médiation algérienne, ces groupes ont créé la Plateforme des mouvements d'autodéfense – qui regroupe le GATIA, le MAA-Bamako et les « sédentaires » – souvent qualifiés de « loyalistes ».

« Les groupes armés qui opèrent dans la région sont nombreux : Il y a Ganda Koy, ganda Izo et autres petits mouvements. Tous ces mouvements commettent des exactions sur les populations civiles lorsqu'ils sont en nécessité. Les armes sont les moyens de combat aujourd'hui pour tous les groupes armés présents sur le terrain. Les moyens de guerre sont trouvés par la vente des armes et aussi la vente d'animaux volés. »

Membre combattant d'un groupe d'auto-défense à Gao.

3. Finalement, la crise gagne le centre du pays



Au berge du fleuve niger à proximité de Mopti / Janvier 2019 ©photo : Osman Sam / sabelien.com

En avril 2012, les rebelles du MNLA entrent à Douentza sans rencontrer la moindre résistance armée (les raisons, notamment structurelles de cette situation seront vues dans la troisième section). Cette descente

de l'insurrection armée dans la localité consacre l'entrée de la région de Mopti dans le conflit avec toujours une mixité entre la violence à des fins indépendantistes et la lutte armée animée par les groupes armés

terroristes, le MUJAO en tête. Cette duplicité dans le conflit va amplifier d'ailleurs sa complexité, y compris dans l'implication des acteurs établis dans le centre.

« Je suis né à Gandamia dans une famille polygamique à environ 40 Km de Douentza. A Gandamia, il n'y avait que l'école coranique. Quand les groupes armés sont venus, en ce moment les autorités étaient absentes. Ceux qui se disent musulmans sont venus me voir pour que je leur serve d'interprète. Donc, quand il y avait un problème entre les membres du MUJAO et la population, ils venaient me voir et je faisais l'interprète. Je transmettais l'information aux gens en arabe et en peulh. Cela a duré quelques mois. Quand il y a eu l'intervention militaire en 2013, certaines personnes ont dit que je suis dans le MUJAO. Ceux qui ont dit que je suis dans le MUJAO m'ont dénoncé auprès de l'armée malienne et elle est venue m'arrêter chez moi. Avant 2012, il n'y avait pas de problème entre nous. Mais aujourd'hui on ne se comprend pas. »

Jeune ressortissant du cercle de Douentza

« Dans les localités de Boni – Mondoro – Hombori, il y a des problèmes interpersonnels et intercommunautaires qui sont exacerbés par la présence de groupes religieux radicaux. Il existe des rivalités entre les Peulhs de Hombori et ceux de Mondoro. Au cours des deux dernières années, les Dogons et Bamanans ont été chassés des plus importantes localités arables. Ces communautés, majoritairement agriculteurs, sont chassés par les groupes armés peulhs avec des revendications claniques et ethniques. » (Ambroise Dakouo, ARGA Mali).

Ambroise Dakouo, ARGA Mali

Dans le centre également, le MNLA a noué des alliances, notamment avec les chefs traditionnels locaux. En utilisant les frustrations et les griefs des communautés, la stratégie avait consisté à retourner les populations contre l'État. Mais, là encore, l'alliance provisoire entre éleveurs (Peuls et Touaregs) contre les « sédentaires » (Dogons et Bamanans) a rapidement volé en éclats, et les anciennes tensions entre groupes d'éleveurs ont refait surface. Cela a abouti à une nouvelle polarisation opposant notamment les Peuls aux Touaregs. L'adhésion soudaine de certaines élites peules au projet politique du MNLA, bien que parfois uniquement passive, n'a pas manqué de déconcerter les bergers peulh issus de clans vassaux. Finalement, l'apparition d'un sentiment de trahison des élites a donc été exploitée par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) pour asseoir sa légitimité.

« Je suis le fils d'un chef traditionnel. Je ne peux pas faire 10km au-delà de mon village. Si les Peulhs, aujourd'hui armés, me trouvent, ils vont m'attaquer systématiquement. »

Fils d'un leader peulh ressortissant du Centre du Mali

La région de Mopti est composée de deux zones : une zone inondée, vers Youwarou et Gatjiloumou, impraticable en saison hivernale et faiblement contrôlée par l'État, et une zone exondée, qui s'étend jusqu'au plateau dogon. Ce sont sur ces espaces que les conflits agitent les régions du centre. Dans cette partie du Mali, la démographie est diverse. De façon séculaire, cohabitent des Peuls (éleveurs, obligés de pratiquer l'agriculture comme activité d'appoint), des Dogons (agriculteurs) et des Sonrhais (agriculteurs). Ils (les Peuls) assurent la garde et l'exploitation du bétail (y compris le bétail des Dogons). Ces ethnies alternent périodes d'entente et de conflits aux racines lointaines et complexes.

Alors que le Nord focalisait l'attention, l'insécurité caractérisée principalement par la persistance de la menace terroriste et les conflits locaux s'est propagée dans le centre du pays. Aujourd'hui qualifiées d'épicentre de la crise, les localités du centre sont dans un contexte socioéconomique et géopolitique aussi fragile que complexe. Le repli identitaire et les compétitions autour des ressources naturelles, limitées dans la zone, sont devenus sources de divisions et de violence au sein des communautés.

Je suis un parent proche d'un chasseur dogon qui appartient à un groupe d'autodéfense dont l'objectif est la protection et la sécurisation des différents villages menacés du cercle. Les chasseurs dogons ou communément appelés la milice « DAN NA AMBASAGOU », constituent un groupe d'autodéfense de tout le pays Dogon. La première raison, c'est que notre communauté et celle des peulhs sont en conflit dans plusieurs zones du cercle et alentours. Ce conflit nécessite l'engagement des populations face à cette situation, mais surtout les volontaires. Le conflit existe dans plusieurs localités du cercle de Koro entre les communautés (dogons et peulhs) liés aux compétitions autour des ressources (agricoles, animales, forestières). Les manifestations de ce conflit, ce sont les affrontements physiques, les attaques ciblées, les enlèvements d'hommes/bétail. Il faut dire que les groupes djihadistes jouent un rôle aux côtés de nos adversaires peulhs (soutien au combat, fourniture d'armes et de munitions, formation au maniement d'armes).

Notable de Bandiagara

Cette crise a révélé la fragilité du système de gouvernance du pays, y compris sur le plan de la sécurité. Le pays, déjà vulnérable en raison de son extrême pauvreté (23^{ème} pays le plus pauvre au monde selon la Banque mondiale), subit une confluence de menaces sécuritaires, dont des conflits historiques entre et au sein des communautés et l'émergence d'autres types de violence. Ces violences multiples et complexes sont le fait de divers groupes armés isolés, de

mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, et de groupes armés terroristes. Avec des répercussions directes sur les populations, ces acteurs armés entretiennent une spirale de la violence et un sentiment d'injustice éloignant les perspectives de dialogue et de paix.

Depuis 2012, les affrontements sur fond de règlements de compte et de tentatives de renversement de l'ordre social sont récurrents au sein de la communauté peule, dans le cercle de Douentza (région de Mopti). A partir de 2016, la situation s'est détériorée avec la mutation des conflits historiques entre agriculteurs et éleveurs, opposant des communautés qui vivaient ensemble, et une instrumentalisation par les groupes terroristes des frustrations et griefs des communautés contre l'État.

Dans le Seno (Plateau Dogon), l'intensification de la violence a mené à la formation, ou à la cristallisation, de milices d'autodéfense auto-proclamées, incluant notamment DANNA AMBASAGOU, affiliée aux chasseurs traditionnels Dozos, et prétendant protéger la communauté Dogon. Plus récemment, le groupe armé l'Alliance pour le Salut au Sahel (ASS) a été formé par des personnalités peules de la région dans l'objectif de protéger leurs communautés des exactions commises par les milices d'autodéfense Dogon et les FDS.⁴

On ne fait confiance à personne parce qu'ils ont tous les mêmes objectifs. Ce que nous avons compris, c'est qu'il était mieux pour nous d'avoir son enfant parmi les groupes armés pour défendre les intérêts de la famille. Actuellement, toutes les communautés disposent d'une milice ou d'un groupe de personnes qui sont chargées d'assurer leur protection et celle de leurs biens. Aujourd'hui, pour avoir une arme de guerre, c'est une question d'argent parce qu'il y a des personnes qui ne vendent que cela. Dans les groupes extrémistes, il y a toutes les communautés présentes dans la région de Mopti, même si les peulhs sont les plus nombreux.

Chef de village dans la zone de Boulikessi

Le recours informel des gouvernements respectifs aux milices communautaires ainsi que de nombreuses arrestations arbitraires, des mauvais traitements, des ratissages indiscriminés et exécutions extrajudiciaires de civils peuls, généralement des jeunes hommes, ont été rapportés pendant la période étudiée, contribuant ainsi davantage à « l'ethnicisation » du conflit. Le ralliement de jeunes Peuls aux groupes extrémistes violents est dès lors perçu comme le résultat de l'inaction et, plus encore, de la partialité des FDS dans le cadre de ces rivalités. De telles perceptions

⁴ « Mali : deux nouveaux groupes d'autodéfense voient le jour dans le Centre », RFI, 24 mai 2018. Accessible en ligne.

s'alimentent de la faible représentation des Peuls au sein des FDS des pays concernés. Pour parer à ces abus, les associations peules et les cadres politiques et militaires de l'ethnie ont fait appel aux autorités, en vain, semble-t-il au moment de l'écriture de cette analyse. Par conséquent, la quête de protection se double d'un sentiment de victimisation et de stigmatisation des Peuls qui attise l'attrait de l'extrémisme violent.

« Nous sommes visés, parce que nous sommes Touaregs ou Arabes ou Peuls. Même si nous n'avons rien à voir ; pour certains, nous sommes coupables d'avance à cause de notre appartenance communautaire. À Douentza, chaque Arabe ou Peulh est soupçonné d'être proche d'AQMI, il y a même une période où quand on en voyait un, les gens disaient « voici un djihadiste ! ». Ça resurgit dès qu'il y a le moindre problème. On utilise le terrorisme comme un épouvantail pour avoir le droit de nous tuer, de diminuer notre lutte »

Jeune arabe de Douentza

Les opérations sécuritaires menées ces trois dernières années dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, intensifiées depuis la prise d'otages et la tuerie de l'hôtel Radisson de Bamako en novembre 2015, ont donné lieu à des centaines d'arrestations (près de 2.000 selon les informations officielles). Présentées comme « la montée en puissance des forces maliennes »⁷, ces opérations musclées ont conduit à l'arrestation de plusieurs présumés terroristes dont certains auraient participé à des attentats. Mais ces opérations ont été également accompagnées d'abus : arrestations arbitraires et violence.

7 Selon le Général Dakouo, ancien chef d'état-major général adjoint des armées, au cours de l'année 2015 « Près de 70 terroristes et bandits armés ont été neutralisés, 268 arrêtés, 175 armes, 9 véhicules, 40 motos récupérés, plus de 50 engins explosifs improvisés neutralisés ». <https://www.bbc.com/afrique/region-50451871>

Ce climat contribue à raviver un cycle de violence où chaque abus et manquement au respect des libertés et de la vie des populations civiles accroît le sentiment d'injustice et affaiblit la marche vers la paix et la lutte contre la violence ; violence qui, pour certains, est présentée comme l'ultime recours de défense, en l'absence de droits, de considération et d'alternative par un véritable dialogue politique. Ce cycle de la violence contribue indubitablement à la fabrique de la radicalisation. Ces traumatismes entretiennent le cycle de la fragilisation, des amalgames et de la peur et ainsi des nouveaux déplacements.

« Nous ne sommes pas considérés, cela fait un an que nous subissons des arrestations et des tueries, c'est pas seulement aujourd'hui. Mais personne ne parle pour nous défendre ou dire que c'est injuste, c'est comme si on n'existe pas. Même les rencontres qu'ils font dans notre zone, on n'est pas dedans. Que faut-il faire pour que cela s'arrête ? Prendre les armes ? Je ne le souhaite pas, mais c'est exactement ce qu'ils sont en train de faire, amener des gens qui n'ont rien à voir avec ces problèmes à aller dans la guerre. Et si cela continue, c'est ce qui va se passer ».

Jeune éleveur Peul⁸

8 Originaire de la zone de Nampala, ce jeune éleveur peul aurait été arrêté et mis en prison pour une durée de quatre mois. Il aurait été battu et relâché contre la somme de 300 000 frs CFA.



Depuis janvier 2015, l'armée malienne subit des attaques de la Katiba Macina, dans la zone de Nampala, puis à Dioura et Tenenkou. L'armée réplique par une opération et des arrestations, notamment dans la zone du Gourma et de Nampala, qui provoquent la fuite de populations. Dans le même temps, des dizaines de milliers de personnes se déplacent, majoritairement des Peuls, femmes et enfants issus de la communauté Bouar du cercle de Tenenkou et de Nampala. Plusieurs témoignages font état d'exécutions de populations civiles innocentes, d'arrestations de personnes associées de par leur origine communautaire à des « terroristes », et des cas de tortures.

« Ils sont venus chez nous, ils ont dit qu'il y a des rebelles parmi nous, on a dit qu'on ne connaît pas les rebelles. La deuxième fois, ils ont pris deux personnes et moi-même et nous ont amenés en prison, à Bamako. Ils sont revenus encore pour prendre des gens, 4 personnes parmi lesquels notre chef de village X. Pendant qu'on était en prison, tous ils nous ont frappés, beaucoup même... Ils nous ont attachés avec une corde. Ils nous marquent aussi avec des fers chauds (il me montre les bras et les pieds de Y). Ils nous ont frappés avec les pieds, avec les poings, avec des ceintures de l'armée. Pour sortir de prison, nous avons tous payés 500 000 francs CFA ».

Membre de la communauté Peul Bouar, originaire de la zone de Nampala

En 2018, une intensification des violences dans la zone de Dioura-Nampala-Karéri conduit des centaines de familles à nouveau à l'exil. En février 2018, le cercle de Bankass, selon le maire de la commune, a accueilli 11.000 nouveaux déplacés. En janvier 2019, une vingtaine de familles peuls arrivent à Bamako, et plus de 800 déplacés internes ont fui leurs villages pour se réfugier en brousse⁹.

« Il y a eu toujours des arrestations. Vendredi dernier, ils ont arrêté sept personnes dans le département de Sokolo et ils ont tué quatre personnes. Ils ont jeté les corps. Les gens ont peur, ils nous tuent partout. Les gens se cachent dans la brousse ».

Peul, originaire Dioura

Plusieurs témoignages et des associations de Peulhs démentent la seule explication du conflit intercommunautaire avancé par les médias et les autorités officielles et dénoncent les amalgames nourris par la campagne polico-médiatique de la question.

4. La résurgence des conflits locaux et nouvelles dynamiques

La crise sécuritaire au Mali a pris une nouvelle ampleur avec l'avancée de groupes armés terroristes dans les régions de Mopti et de Ségou, au centre du pays. La fragilité économique et sociale de ces zones a servi de terreau fertile à l'implantation de ces groupes armés terroristes, qui instrumentalisent les conflits entre les différentes communautés tout en se posant en garants de l'ordre social. L'insécurité engendre des conflits intercommu-

9 Chiffres fournis par le HCR.

nautaires, créant une fracture sociale grandissante ainsi que le retrait d'une partie de l'administration de nombreuses zones.



Attaque de Sobane-Da. Sobane Da, un village dogon situé dans la commune de Sangha, cercle de Bandiagara au Mali, a été l'objet d'une attaque faisant 35 morts tous de la communauté chrétienne et brûlant des greniers, des maisons, des animaux, etc. Cette attaque, commise dans la nuit du 09 au 10 juin 2019 par une dizaine d'hommes armés, s'inscrit dans un contexte de violences armées sur fond de tensions communautaires croissantes dans la zone. Aucune couche sociale n'a été épargnée : femmes, hommes, jeunes, enfants, vieillards. L'une de ses particularités a été d'ailleurs son caractère infanticide dans la mesure où sur les 35 morts, on décompte 24 enfants.

C'est dans ce contexte qu'on a assisté à une résurgence de la violence liée aux conflits locaux dans le pays, principalement dans la région de Mopti. Les attaques de Koulogon^{1er} janvier 2019, avec plus d'une vingtaine de morts suivie de celle de Ogossagou, le 23 mars 2019 faisant plus de 160 morts ont constitué le pic dans cette violence. Le 9 juin, l'attaque qui a ciblé le village de Sobane-Da, dans le centre du Mali, faisait 35 morts. Dans toutes

ces localités, en plus des cases et greniers incendiés, les assaillants, qui ne sont pas identifiés, selon les communiqués officiels des gouvernements, n'ont épargné ni les femmes ni les enfants. Au cours de l'année 2019 et du premier semestre 2020, la violence s'est considérablement intensifiée avec plus de 300 civils tués lors d'au moins 73 incidents.

Dan Ambassagou. Avec la diffusion de Dan Ambassagou. Avec la diffusion de l'insécurité dans le centre du pays, la première réaction des communautés a été de mettre en place des milices et groupe d'auto-défense pour faire face à la menace. C'est dans cet ordre que « DANNA AMBA SAGOU » (nous sommes confiés à Dieu), a été militarisée. A la base, c'était une simple association de chasseurs qui a vu le jour en 2012. Elle a été transformée en milice vers 2015. Elle se revendique de la communauté des Dogons et mène des attaques contre les Peuls dans le centre du Mali

groupes radicaux armés et les populations locales portent les germes d'une menace particulièrement dangereuse et difficile à combattre. Dans leur mode opératoire, ces mouvements,

jouant sur la « psychologie des situations » et les émotions politiques, ont pu tisser des liens solides avec les acteurs locaux afin de se maintenir et de consolider leur base.



Proximité de la ville de Mopti, les déplacés de la crise installant leurs cases.
©photo : Abdoul Salam Hama / sahelien.com

Le conflit entre Dogon et Peuls dans le Seno Mango (région de Mopti, Mali). Le conflit entre des membres des communautés peule et dogon dans le Seno Mango (zone exondée au centre du pays) se caractérise par une multitude de foyers de tensions. Celles-ci, liées principalement à l'exploitation des ressources foncières et agropastorales, régissent la cohabitation entre Peuls et Dogon dans cette zone. Cette cohabitation varie entre périodes de conflits et de paix. Ce conflit entre Dogon et Peuls dans le Seno Mango connaît de nombreux épisodes de violence. Les actions en justice ne permettant pas de régler le litige, l'assassinat en fin d'année 2016 d'un agriculteur constitue l'élément déclencheur. Les Dogon, soupçonnant les Peuls d'en être les auteurs, les attaquent, créant ainsi un cycle de représailles. Plusieurs dynamiques, dont certaines sont liées, contribuent à l'exacerbation des tensions entre les acteurs avec, en toile de fond, des rivalités pour le contrôle et la gestion des ressources. L'arrivée des « djihadistes », notamment le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), en 2012, puis de la katiba Macina en 2015 ainsi que les campagnes militaires de l'armée malienne, en particulier l'opération Seno en octobre 2015, exacerbent le conflit. Le cycle atteint son paroxysme avec la création de groupes d'autodéfense et de milices sur une base communautaire. En outre, comme ce fut le cas dans l'opération Seno, le recours informel de l'armée à des éclaireurs dozos ainsi que les nombreuses arrestations arbitraires, les mauvais traitements et les exécutions extrajudiciaires de civils peuls contribuent à renforcer le sentiment de victimisation et de stigmatisation de cette communauté.

Ces conflits qui reposent sur au moins trois catégories dont des luttes de pouvoirs au niveau local et les compétitions autour des ressources se sont amplifiés. Les jeux d'alliance et de rivalités pour le contrôle du pouvoir et des espaces ont conduit à des affrontements dont la population locale continue de subir les conséquences. La crainte et la suspicion semblent ancrées dans le quotidien des habitants depuis 2014. Les liens de collaboration, les alliances et les dynamiques qui se créent et se renforcent progressivement entre les différents

Ces phénomènes induisent une compétition pour l'accès aux ressources sur la base de la loi du plus fort et des phénomènes migratoires qui engendrent des concentrations de populations dans les quartiers défavorisés des villes et les rares espaces viables. Les migrations internationales s'y ajoutent. Ainsi, l'augmentation de la population des quartiers défavorisés et la raréfaction des ressources vitales peuvent être sources de radicalisation et de conflits communautaires et intercommunautaires.

Du fait des conflits, des liens sont noués, dénoués et renoués en fonction des circonstances et de l'intérêt du moment. Des relations deviennent de plus en plus tendues entre acteurs de groupes communautaires différents, alors qu'elles se consolident davantage entre membres de la même composition ethnique. Ainsi, les nouvelles dynamiques de relations qui se dessinent au niveau communautaire ont tendance à regrouper les acteurs sur une base ethnique. Les nouvelles dynamiques conflictuelles,

qui sévissent dans la région, ont été perçues comme une opportunité de vengeance afin de remédier aux conséquences des défaites passées au sein de la structure sociale locale. Pour ce faire, certains se rallient aux « jihadistes » et d'autres aux groupes armés communautaires afin de bénéficier des moyens de renforcement adéquats (offre de formation et de matériels). C'est ainsi qu'on assiste à des cycles de représailles sans précédent parfois fondées sur des antécédents historiques.

Attaque d'Ogossagou. Le 23 mars 2019, une centaine d'hommes armés à moto, habillés en tenue de chasseurs, attaquent Ogossagou, un village peul situé à quelques kilomètres à l'Est de la ville de Bankass au Mali, près de la frontière avec le Burkina Faso. Le bilan fait état de 160 morts, tous de la communauté peule, des greniers, des maisons, des animaux incendiés. Ses auteurs n'ont épargné aucune couche sociale : femmes, hommes, jeunes, enfants, vieillards. L'attaque d'Ogossagou reste de loin la plus médiatisée et celle qui a suscité le plus l'indignation populaire

tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mali. Les soupçons ont rapidement porté sur une milice d'auto-défense de chasseurs qui se réclame de la communauté Dogon, dénommée Dan Nan Ambassagou, qui ne tardera pas à démentir toute implication. Si le gouvernement malien n'a pas affirmé explicitement la responsabilité de cette milice, sa dissolution officielle lors du conseil des ministres réuni en session extraordinaire, le 24 mars, donc au lendemain de l'attaque, démontre à suffisance qu'il partage les soupçons qui pèsent sur Dan Nan Ambassagou.

En outre, les principaux défis environnementaux du Mali sont la baisse et la variabilité accrue de la pluviométrie et des ressources en eau, l'accroissement continu des températures et la recrudescence des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations, canicules). Ces évolutions sont accentuées par les changements climatiques et rendent de plus en plus difficile la planification agricole. La réduction continue des surfaces cultivables avec la forte démographie et l'extension des villes, la réduction du niveau des nappes phréatiques, l'ensablement des cours d'eau, la baisse de productivité du

sol, la dégradation de la couverture végétale et de la biodiversité, constituent aujourd'hui une menace préoccupante pour le bien-être social et économique des populations.

5. Les mutations sociales, entre ruptures et permanences

Les conflits ont des racines lointaines et complexes. Avant d'être un problème de frontières territoriales et d'autodétermination, il s'agit avant tout d'un problème identitaire et de cohabitation entre les groupes ethniques.

D'un côté, la logique d'une société traditionnelle caractérisée par des particularismes où les loyautés s'expriment au-delà des frontières et où les peuples s'identifient à travers les sentiments ethniques ou claniques, et de l'autre côté, la logique de l'État moderne caractérisée par son souci d'unicité.

En dépit de leur grande diversité, les organisations sociales des communautés du Nord et du Centre du Mali présentent de fortes similitudes : système de castes, forte hiérarchisation, autorité de la chefferie reposant sur l'islam. Mais ces similitudes, au lieu

de favoriser leur cohésion sociale et politique, sont au contraire à l'origine de nombreuses tensions et conflits internes et des rivalités interminables revêtant la forme d'une révolte contre une élite sociale sclérosée.

« Il existe une révolte interne au sein des communautés contre les privilèges des anciens chefs coutumiers. Ces privilèges considérés comme abus par les communautés, la crise a offert l'occasion de remettre en question les chefferies. Il y a eu d'importants abus de la part des chefs traditionnels avant la crise. Après 2012, il existe une tentative de renversement des chefferies traditionnelles et des règlements de compte. Avant, les chefs étaient écoutés. Ils avaient le dernier mot dans les litiges. Au fil du temps, les choses ont changé, les chefs profitaient de la résolution des litiges pour soutenir de l'argent aux populations ».

Ali Ould Sidi, Sociologue établi à Tombouctou

C'est sur ce fond de crise identitaire que se sont dessinés les faits et causes de la crise malienne. La pauvreté, le chômage, les inégalités socioéconomiques et l'incapacité du régime malien à se maintenir dans le Nord et à investir significativement dans les infrastructures de la région, ont achevé l'exclusion des populations locales et renforcé cette crise iden-

titaire, favorisant de ce fait la montée des mouvements islamiques tant non-violents que violents. En effet, des groupes militants ont eu plus de facilité à recruter des jeunes chômeurs qui ne peuvent imaginer un avenir pour eux-mêmes.

Cette crise, même si elle n'est pas à l'origine des ruptures, a amplifié les conflits inter-ethniques provoqués par le mode de gestion des terres et l'accès aux ressources naturelles comme l'eau et les pâturages. Les modes de peuplement (la plupart des localités conflictuelles constituent des centres d'asservissement/liens de vassalité, des familles dominées servent d'autres familles dominatrices) et de cohabitation ont depuis longtemps conduit les habitants à s'adapter pour faire face aux difficultés.

L'origine de ces tensions remonte avant la crise de 2012. Les Dogons stigmatisaient et maltrahaient la communauté peule qui n'avait pas de défenseurs au niveau local. Ils refusaient aux Peulhs la possibilité de creuser des puits avec la complicité des autorités maliennes parce que c'était la justice des riches. Les Dogons avaient très vite compris que si les Peulhs parvenaient à creuser leurs propres puits, ils ne seront plus dépendants d'eux (les Dogons) et ils n'allaient plus les contrôler. C'est pourquoi, malgré qu'ils (les Peulhs) avaient des moyens pour le faire et malgré la crise d'eau dans la zone

(parce que les Dogons leur faisaient payer de l'argent pour qu'ils puissent avoir de l'eau pour les besoins de la famille et ceux des animaux), les Peulhs n'ont jamais pu avoir de puits dans les localités. Même pour les mares communes, il fallait que les Peulhs payent pour faire abreuver leurs animaux. En même temps, les Dogons utilisent l'eau pour confectonner des briques en banco. Ces tensions persistent bien avant la crise mais la faiblesse de l'État a été l'élément déclencheur de la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Éleveur Peulh dans la zone de Mondoro

Dans le centre du pays, devenu l'épicentre de la crise depuis 2015, l'une des solutions trouvées fut les mariages inter-ethnies afin de dépasser les clivages ethniques. Les Dogons et les Peulhs ont été amenés à former des alliances matrimoniales afin d'éviter les conflits (accès aux pâturages et aux points d'eau, tensions autour des couloirs de passage des animaux) en pratiquant une endogamie clanique entre eux, donnant lieu à une forme d'assimilation des Dogons aux Peulhs. Les Dogons y parlent dorénavant Fulfulde, épousent des Peulhs, et la disparition de la frontière ethnique limite les conflits.

Ce système, qui intègre l'ensemble des activités sociales et culturelles, a vacillé à Douentza sous la coupe réglée des groupes radicaux armés (les différentes ethnies s'accusant mutuellement des actes criminels et de collaboration avec l'occupant) et le manque de moyens matériels/financiers dû à la précarité.

« Sur le plan social, les changements sont observables au travers de l'instauration d'un climat de suspicion et de méfiance aigus entre les populations. La méfiance est telle que les différentes formes de solidarité inter/ou intracommunautaire et les mécanismes traditionnels de médiation, dans le cadre de la gestion des conflits, ont été sérieusement hypothéqués voire sont dysfonctionnels ».

Technicien vétérinaire de Douentza

La suspicion et la crainte sont donc de rigueur dans les localités du cercle et ce, bien que la communauté fixe toujours le rythme et les modalités de l'existence de chacun, du baptême au mariage (les rites funéraires n'ont pas été abordés lors de l'enquête).

« Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits sont saturés mais la justice moderne ne comble pas ce vide. L'effritement de l'autorité coutumière au profit de l'autorité administrative moderne ou l'autorité judiciaire n'inspire pas confiance parce qu'elle est courtisée par des gens qui ont des moyens financiers importants et sont prêts à la corrompre. »

Élu local à Tombouctou

6. Des violences qui perdurent

Si la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale a permis de mettre fin à la belligérance entre groupes armés indépendantistes et le gouvernement malien, la paix et la stabilisation apparaissent de plus en plus comme un mirage dans le pays. Au sein des communautés, en l'absence d'évolution et de résultats concrets dans l'application de l'accord de paix, et particulièrement sur le volet sécuritaire, un grand nombre de personnes redoutent une relance du conflit rappelant que dans les années 1990, c'est après la signature du pacte national qu'eut lieu le plus grand nombre d'exécutions sommaires de populations civiles.

« La situation sécuritaire préoccupe les populations locales, le vol de bétail, le braquage de véhicules sur les routes de transit, les attaques à main armée et les assassinats caractérisent notre quotidien. Les auteurs de ces actes sont de la zone, ils profitent de l'absence de l'État pour s'en prendre aux populations. Notre mouvement, Ganda Izo, est un groupe d'autodéfense, il n'est pas un groupe armé terroriste. Les objectifs du groupe sont entre autres la protection des populations, de leurs biens et la défense de leur zone d'appartenance. Il y a plusieurs autres mouvements dans la région,

Ganda Koy, MNLA, GATIA et MSA qui sont tous des mouvements d'autodéfense. Les rapports entre ces groupes sont étroits, la protection de populations, leurs biens et la défense de leurs terres d'appartenance. Il faut savoir que tout le monde est armé dans la zone, même le berger que vous rencontrez dans la brousse, les enfants, les femmes. Nous sommes tous armés. »

Un membre du groupe d'autodéfense Ganda Izo de Gao

La réactivation de conflits intercommunautaires a aussi été une tendance lourde de conséquences et un impact direct de ces tensions. Entre avril-mai 2015, la CMA attaque Léré, Gatielimou, Rharous, Djenné carrefour, Misséni, Bambara-Maoudé, Boulikessi, Intillit, Segue, Tombouctou, Niono et Bamba, en réponse à des violences de l'armée et de la Plateforme perpétrées à Ménaka, dans le Gourma et dans la région de Kidal¹⁰. Ces conflits ont perduré jusqu'à la fin de l'année 2018 et ont engendré des centaines de morts et de blessés, ainsi que des centaines de nouveaux réfugiés et déplacés internes. En guise d'exemple : le conflit Idawsahak-Peulh dans la région de Ménaka, qui a abouti à la mort de plus de 200 personnes, 50 personnes portées disparues, plus de 12 000 nouveaux départs de populations, particulièrement vers le

¹⁰ Au cours de ces combats, 30 militaires des FAMA ont été tués : <http://maliactu.net/mali-les-attaques-des-rebelles-de-la-cma-ont-coute-la-vie-a-30-soldats-maliens-en-quatre-semaines/>

Niger et le Burkina (source HCR) et d'importants dégâts matériels¹¹.

Les différents accords intercommunautaires, noués dans le sillage du processus d'Anéfif, ont permis une certaine accalmie mais ne résolvent pas durablement les problèmes de fond qui trouvent leur origine dans une échelle plus importante (nationale), ou réactivent d'anciens et complexes conflits autour du foncier, des ressources pastorales ou encore du partage du pouvoir politique local¹². La mise en place des autorités de transition et ce qu'elle implique en termes de distribution du pouvoir local risque indéniablement de relancer ces tensions. Mais ce qui constitue le principal levier demeure le truchement par lequel l'État articule les milices pro-gouvernementales, sollicitées à plusieurs reprises pour combattre les mouvements armés de la CMA.

La militarisation de petits groupes armés procédant au vol de bétails et de biens¹³, la circulation des armes, les trafics, les règlements de compte, ajoutés aux exactions contre la population civile, contribuent grandement à un climat grandissant d'insécurité et à une course aux armements inédite dans le pays.

11 Éléments fournis dans le rapport d'évaluation rapide multisectoriel de la commune de Ménaka, mars 2016. Mossa Ag Acharatoumane, représentant de la communauté Idawsahak et membre de la CMA, a confirmé ces chiffres ; selon lui, parmi les 70 personnes tuées, près de 50 étaient de sa communauté

12 Pour exemple, l'encerclement militaire de la ville de Kidal par le GATIA en juin 2016, montre bien les limites des engagements

pris au cours du processus d'Anéfif.

13 Pour exemple, selon les observateurs humanitaires, les coupeurs de route procèdent à des vols quasi régulièrement sur l'axe Tombouctou-Goundam.

Malgré le cessez-le-feu, un certain nombre d'actes de violence à l'encontre des populations civiles ont été enregistrés. Ceux-ci ont conduit à faire retourner dans les camps de nombreux rapatriés, mais ont également freiné le possible retour des réfugiés. Par exemple, les cas survenus à Zen-Zen et à Farach, en janvier et juillet 2015 et impliquant l'armée malienne accusée d'exactions graves, ont conduit à de nouveaux déplacements de personnes, rapatriées au Mali en 2014.

« J'appartiens au mouvement d'autodéfense MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad, ndlr). C'est un groupe d'autodéfense des populations de la région qui évolue avec l'armée régulière pour traquer les petits bandits armés dans la région. Il n'entretient aucun rapport avec les groupes extrémistes évoluant dans la zone. La situation sécuritaire est intenable dans le cercle d'Ansongo. L'insécurité règne ici et cela pèse beaucoup sur les populations avec notamment les violences liées au conflit entre communautés Imghad, Daoussahak et Peulh. Dans la zone d'Ansongo jusqu'à la région de Ménaka, ça ne va pas, les populations sont inquiètes, les mouvements sont limités par peur d'être ciblé. La vie socioéconomique est perturbée et quasiment toutes les activités (sociales, économiques, professionnelles) des populations sont bloquées. »

Combattant du groupe d'autodéfense MSA

Plusieurs autres dynamiques inextricablement liées ont aussi contribué à la persistance de la violence armée dans le pays, notamment les réponses étatiques en face d'une menace insidieuse. A titre d'exemple, les forces de défense et de sécurité (FDS) de retour dans la région de Mopti ont eu tendance à faire l'amalgame entre appartenance ethnique et alignement idéologique, en soupçonnant la communauté peule dans son ensemble de complicité avec les islamistes du MUJAO.

« Deux mois après l'opération Serval, l'armée malienne a commencé à faire des patrouilles pour arrêter les gens. On ne pouvait plus aller au puits pour prendre de l'eau, on y allait la nuit et on se cachait dans les forêts. Il y a eu aussi beaucoup de vols de bétail. C'est à ce moment qu'on a quitté avec nos animaux, ânes et chameaux, et le 1^{er} mai 2013, on est rentré au camp de réfugiés. On y est resté pendant deux ans...Après l'attaque du camp militaire de Goundam, en janvier 2015, quand l'armée est revenue, elle est passée par le village de Zen-Zen. L'armée s'est rendu compte que les gens sont allés se cacher dans l'eau. L'armée a commencé à tirer sur les gens qui étaient dans l'eau mais personne n'a été tué. Ils sont partis et ils ont pris un jeune et un vieux. Quand ils sont arrivés à Goundam, on ne savait pas qui était mort et qui était vivant. Au final, il y a eu deux morts, d'autres personnes ont été arrêtées. Grâce aux pressions, elles ont été relâchées. Suite à cela, une partie de la famille est retournée dans les camps. Nous, ça nous a fait tellement

peur qu'on n'y retournera pas (à Zen-Zen). Ceux qui sont restés à Zen-Zen se cachent dès l'aube et ils reviennent la nuit. Ils vivent comme cela depuis cette époque par peur de représailles ».

Témoignage de deux membres de la famille des personnes tuées

Pour les populations de la commune de Doukouria, chef-lieu du village de Zen-Zen, restées sur place ou revenues dans leur commune dès 2014, des efforts ont été menés pour éviter l'escalade, efforts en dépit desquels l'insécurité demeure :

« Par rapport aux actes commis par l'armée dans le village de Zen-Zen, les autorités ont été touchées et l'État a aidé à l'apaisement. Les responsables de l'armée sont venus présenter leur pardon auprès de la communauté. Une grande sensibilisation a été menée pour éviter que la situation ne prenne une autre tournure plus grave. Mais, jusqu'à présent, l'armée continue le contrôle musclé pensant que tout le monde est djihadiste ».

Notable Touareg

Le recours à la violence a, par la suite, entraîné une remise en question de la structure sociale peulh, traditionnellement très hiérarchisée : des conflits et des règlements de compte se sont dès lors manifestés entre les bergers, qui avaient pris les armes pour se protéger et les chefferies coutumières soucieuses de réaffirmer leur autorité au sein des communautés en révolte, et en même temps de recréer un lien de confiance avec l'État malien.

« Les groupes terroristes utilisent des motos pour exercer la terreur sur leur chemin et transmettent les informations à travers des téléphones satellites. J'ai rejoint le MUJAO pour pouvoir protéger mes proches et mes biens. En effet, avant leur venue, j'étais sans défense et ce groupe m'a ainsi offert une porte de sortie en m'armant. Les premiers responsables de cette situation sont le gouvernement qui a failli à sa mission et nous restons confiants et sommes prêts à tout laisser tomber pour un emploi gouvernemental ».

Ex combattant du MUJAO à Ménaka

L'impunité des milices issues de l'insurrection dans le nord du Mali et l'impossibilité pour les Peulhs d'accéder aux dividendes de la paix ont donc ultérieurement exacerbé le sentiment d'abandon et le besoin d'autoprotection des Peulhs du Centre du Mali.

Les communautés de la région de Mopti ont rapporté d'innombrables cas de mauvais traitements, de violences abusives, d'arrestations arbitraires, d'extorsions et d'exécutions extrajudiciaires dont les FDS se seraient rendues coupables.

Je revenais de la foire avec quelques frères quand nous avons été interpellés par l'armée malienne. J'ai pu fuir dans la brousse mais mes compagnons ont été arrêtés par l'armée.

Ils ont été ligotés pieds et mains avec les yeux bandés comme des animaux. Quelques jours après, nous avons retrouvés le corps de certains d'entre eux sans vie. Les autres seraient à la prison de Bamako. Le pire, c'est que ce n'est pas la première fois. Même en pleine journée, ils tuent les bergers devant tout le monde. Ils nous traitent tous comme des djihadistes ici. Nous ne pouvons même plus aller dans les lieux publics sans prendre le risque de se faire arrêter ou pire, tuer. »

Éleveur peulh à Mopti

En juin 2017, à Boni, après qu'un gendarme ait été attaqué par de présumés djihadistes qui rackettaient des forains, les FAMA ont commis des représailles des exactions contre les civils. En mai 2018, au marché de bétail de Boulikessi, au moins douze civils ont été assassinés par des militaires maliens membres de la force conjointe du G5 Sahel après la mort d'un militaire. Suite à la découverte de 25 cadavres en juin 2018, le Ministère de la défense a annoncé qu'« une mission de vérification dépêchée sur le terrain confirme l'existence de fosses communes impliquant certains personnels FAMA dans des violations graves ayant occasionné mort d'hommes à Nantaka et Kobaka dans la région de Mopti ».



Pêche collective à Mopti- Janvier 2019 ©photo : Osman Sam / sahelien.com

Selon les communautés, les bandits armés braquent et volent les communautés en présence des militaires, qui n'agissent pas et se justifient en expliquant ne pas avoir d'effectifs et d'équipements suffisants pour faire face aux

groupes armés. Face à ces exactions répétées et manquements fréquents, les populations se sentent abandonnées par des FDS inefficaces voire contribuant à l'insécurité.

« Nous sommes sereins. Nous avons pu mettre à nu leur façon de faire. Ce n'est pas que nous rejetons en bloc ce qui se dit, mais nous estimons que la manière de conduire ces enquêtes n'est pas conforme. Je n'ai jamais reçu quelqu'un qui soit venu me poser des questions pour pouvoir confronter les informations reçues sur le terrain. Quand on ne se rend pas sur le terrain et qu'on ne prend pas la version des décideurs pour savoir ce qu'ils ont ordonné, je pense que le résultat peut être biaisé. Nous avons lu même le dernier rapport (rapport de HRW, ndlr), j'avoue que nous ne nous retrouvons pas dans ce qui y est dit. Nous n'avons pas besoin de cacher la vérité, ni d'en rajouter. Là où il n'y a pas de problème, il n'y en a pas. Je ne vois pas quel est le cadre qui va s'adonner à des exactions gratuites puisqu'il n'y a pas de problèmes ethniques au sein des forces de défense et de sécurité au Mali. Je ne comprends donc pas comment on peut dire que les forces de défense sont dans l'exaction contre telle ou telle ethnie pour la simple raison que, dans certains endroits cités, les postes de sécurité sont commandés par des gens issus de ces milieux-là. Nous n'avons pas besoin qu'on nous complique plus la situation. »

Général de division Salif Traoré, ancien ministre de la Sécurité intérieure et de la Protection civile).

En Juin 2018, le rapport du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sur la situation sécuritaire au Mali indiquait que l'armée malienne est la plus touchée par les attaques djihadistes et en particulier dans la région de Mopti. Et, dans la même zone, la population civile ne cesse de pointer un doigt accusateur vers l'armée malienne. Des jeunes de l'association culturelle peulh *TabitalPulaaku*, cités par l'AFP, ont accusé les FAMA de la mort des 25 personnes dont les corps ont été découverts dans trois fosses communes, près de Mopti. Malgré le démenti de la hiérarchie militaire à Mopti, le ministre de la Défense a confirmé l'existence de fosses communes dans les localités de Nantaka et de Kobaka, près de Mopti.

Les autorités maliennes de leur côté nient ces allégations et estiment que de telles accusations seraient de nature à leur compliquer la tâche dans le cadre de la sécurisation et de la pacification du pays.

7. Enfin, une crise de gouvernance généralisée

Ainsi, plus de cinq ans après la signature de l'accord pour la paix, le contexte malien est caractérisé par la dégradation du climat sécuritaire et une scène politique tendue. Les différents groupes armés non étatiques profitent des facteurs de vulnérabilité de la population et tentent d'occuper le terrain laissé vacant par l'absence de l'État, en faisant comprendre aux populations qu'elles sont des « laissés pour compte » du système étatique. Parallèlement, la gouvernance locale et administrative est confrontée aux problèmes de l'insuffisance des ressources et des compétences transférées, si bien que les collectivités territoriales décentralisées présentent de faibles capacités à planifier et à gérer le développement local en harmonie avec les orientations nationales. Le processus de régionalisation peine à se mettre en place avec l'insécurité et le report des élections prévues à cet effet. Tout cela constitue des sources de frustrations et de tensions, qui peuvent dégénérer en conflits armés et alimenter l'extrémisme.

Les concessions faites aux groupes armés lors de la signature des accords pour la paix ne sont pas toujours partagées par une bonne partie de la population qui, dès lors, a du mal à accepter certains actes posés dans le cadre de leur mise en œuvre. Des interlocuteurs rencontrés au cours de l'analyse rappellent que les menaces sécuritaires dans le pays se nourrissent essentiellement de la pauvreté, du chômage, de l'ignorance et de l'exclusion. L'inégale répartition territoriale des infrastructures et des

services sociaux de base engendre un sentiment de désintérêt de la part des dirigeants et affecte négativement le sentiment d'appartenance à la même nation. Elle peut expliquer la naissance de groupes irrédentistes qui peuvent rapidement basculer dans l'extrémisme violent.

Manifestations au Mali, contestations contre l'État d'urgence, les coupures, et les résultats des élections législatives. Partant de la proclamation des résultats définitifs des élections législatives, des troubles dans de nombreuses villes maliennes éclatèrent. Souvent pointant du doigt la couvre-feu dans un contexte de coupures intempestives d'électricité ou encore protestant contre les résultats des élections législatives, le mois de mai 2020 au Mali fut également celui des incidents à Bamako, à Kati, à Kayes, à Sikasso, et à Ségou. Ces incidents restent symptomatiques du profond mal être social que le pays connaît. Le pic est atteint en juin et juillet 2020. Le 10 juillet 2020 à Bamako, selon le site Sahelien.com, le Mouvement du 5 juin qui était à sa 3^{ème} manifestation à la Place de l'indépendance, a appelé à la « désobéissance civile ». Des axes routiers ont été bloqués, des pneus brûlés, des manifestants ont pris d'assaut la chaîne de télévision publique, des locaux de l'Assemblée nationale mis à sac, des manifestants dispersés par endroit à coup de gaz lacrymogène.

En début juin 2020, la situation politique, sécuritaire, et sanitaire du pays demeure toujours tendue. Pour cause, en plus de l'insécurité, le Mali, à l'instar d'autres pays du monde, est confronté à la pandémie liée à la « Covid-19 ». Face à cette crise protéiforme et au sortir d'élections législatives, organisées dans des conditions difficiles, une partie de l'opinion, notamment des leaders politiques et religieux exigent la démission du Président de la République. Cette demande, diversement appréciée au sein de l'opinion publique nationale, intervient dans un contexte politico-social tendu et éprouvant pour les pouvoirs publics.

D'abord, structurellement, au fil des années, la nature et la qualité de la gouvernance ont engendré des relations chroniquement tendues entre l'État et les citoyens. La litanie de suspicions d'affaires de corruption, restées dans la mémoire collective, à tort ou à raison, impunies et non résolues ainsi que le déficit de protection et de services sociaux de base ont lentement érodé la confiance en l'État et ont affaibli le contrat social entre ce dernier et la population. Cela ont rendu la présence et l'autorité de l'État hautement contestables et créé un environnement propice à l'émergence de mouvements contestataires.

Parallèlement et ce, malgré la grande mobilisation et l'engagement de la communauté internationale pour le pays, il y'a eu très peu d'avancée au plan du développement. L'impact limité des programmes de développement s'explique largement par leur gestion peu scrupuleuse. Détournement de fonds, comportements frauduleux et corruption sont considérés comme très répandus. Des personnes rencontrées dans le cadre de cette étude ont mis en avant la faillite des élites politique et leur participation à un système de gouvernance opaque, leur permettant de s'approprier certains financements destinés à l'aide humanitaire

16 Source : <https://sahelien.com/manifestation-du-mouvement-du-5-juin-situation-tendue-a-bamako/>

ainsi que des pots-de-vin. S'agissant de la justice, beaucoup reconnaissent que l'impunité généralisée et l'accès limité à la justice figurent parmi les causes profondes de l'enracinement de la crise dans le pays.

« La corruption endémique est très largement tenue responsable de la perte de légitimité de l'État, contribuant ainsi à la crise de 2012. Les appareils non étatiques de proximité, dont des fournisseurs criminels de services de base et des mouvements millénaristes d'inspiration religieuse, ont rapidement comblé ce vide. La montée actuelle de l'instabilité dans le centre du pays suggère un lien direct entre la radicalisation et le sentiment d'injustice. Cependant, même si la confiance dans les institutions publiques reste faible au Mali, la population malienne semble ne pas être vraiment consciente du rôle que joue le trafic dans le renforcement de la corruption, de l'injustice et de l'insécurité. Pour l'instant, le processus de paix n'a pas trouvé de solutions adaptées à ce problème. Du fait de sa place ambiguë entre la RSS et la programmation de l'État de droit, la réforme de la justice n'est pas considérée comme une priorité comme le montre le nombre limité de promesses financières faites par les donateurs dans ce secteur. En outre, même s'ils avaient été prévus par l'Accord de paix, les mécanismes de recherche de la vérité ont été reportés indéfiniment, et la nécessité d'une réconciliation n'a pas été correctement compensée par l'obligation de rendre justice. La tendance à recourir à des compromis et à des amnisties en faveur de trafiquants de drogue présumés ayant des liens avec les groupes armés est perçue comme un signe inquiétant de ce manque de volonté de lutter contre l'impunité. »¹⁷

Luca Rainiri, Chercheur

Ensuite, la détérioration de la situation sécuritaire ces dernières années a entraîné une augmentation régulière des budgets alloués à la sécurité et à la défense au détriment de certains secteurs sensibles comme l'emploi des jeunes, la santé, et l'éducation. Ainsi, des opérations antiterroristes coûteuses pèsent considérablement sur la cohésion sociale car le gouvernement est confronté à des contraintes de ressources et ses capacités à faire face aux priorités socio-économiques sont réduites. Cette situation couplée à la crise liée à la pandémie du Covid-19 met davantage l'État sous pression et renforce le sentiment d'incapacité qu'ont certaines personnes vis-à-vis des pouvoirs publics.

Enfin, les mécontentements et les frustrations souvent légitimes sont détournés par des acteurs politiques ou sociaux en vue d'obtenir des prébendes dans la gestion des affaires publiques. Entre mars et mai 2020, partant de la proclamation des résultats définitifs des élections législatives, des troubles dans de nombreuses villes maliennes éclatèrent. Ces incidents restent symptomatiques d'un malaise plus profond que les revendications mises en avant. Elles sont en réalité, l'expression d'une colère ambiante présente dans le pays depuis quelques années. Cette colère repose sur les sentiments de déception, de mécontentements, et de frustrations.

CONCLUSION

Le Mali était déjà probablement avant la crise le maillon le plus faible de la zone subsaharienne en raison de sa situation sécuritaire. L'État devait faire face à la forte présence du mouvement AQMI et de groupes radicaux armés sur son territoire. Le pays était éga-

lement envahi par les réseaux divers de trafics, drogues, cigarettes, êtres humains. La mauvaise gouvernance de l'administration centrale et la corruption endémique ont achevé de fragiliser le pays.

Dans le nord et le centre du pays, les mouvements armés, y compris ceux qualifiés de « terroristes » (MNLA, Ançar-Eddine, MUJAO) se sont installés, profitant de la vacance persistante du pouvoir, et ce d'autant plus facilement qu'ils étaient déjà présents dans ces zones et bénéficiaient d'une certaine assise. Les jeux d'alliance et de rivalités pour le contrôle du Nord ont conduit à des affrontements dont la population locale continue de faire les frais.

Le caractère transnational des acteurs, la porosité des frontières et la pauvreté semblent favoriser l'expansion de la radicalisation/l'extrémisme à Douentza/au Mali. L'État malien n'a qu'une emprise limitée sur la situation (mauvaise gestion des conflits et manque de ressources). Il a été déduit de cette étude que le pays est vulnérable face à la menace de l'extrémisme ainsi que toutes les formes d'insécurité, qui peuvent partir d'une insurrection armée comme moyen de contestation. Il s'agit de facteurs politiques tels que la corruption endémique et l'impunité des élites, de facteurs sociaux liés aux frustrations face aux attentes, au relatif dénuement et aux besoins sociaux (accès à l'éducation) et économiques non satisfaits (chômage des jeunes et inégalités criantes), et de facteurs culturels, y compris religieux.

Les liens de collaboration, les alliances et dynamiques qui s'établissent et se renforcent progressivement entre les différents groupes radicaux armés

et les populations locales portent les germes d'une menace particulièrement dangereuse et difficile à combattre. Dans leur mode opératoire, ces mouvements, jouant sur la « psychologie des situations » et les émotions politiques, ont pu tisser des liens solides avec les ethnies locales, pour développer des activités économiques et des trafics illicites en tous genres afin de se maintenir et de consolider leur base arrière.

Il est indispensable de prendre en compte ces dimensions idéologiques (retour aux origines/source de la religion et à un islam purifié) et sociologiques (injustice sociale, manque d'accès aux infrastructures et aux services de base) d'un phénomène multiforme se greffant le plus souvent sur de mauvais indicateurs sociaux.

Les différents entretiens font ressortir une évolution du conflit avec une tendance à ramener à l'extrémisme violent toute la dynamique conflictuelle qui trouve pourtant ses origines tant sur le plan de la gouvernance qu'au niveau endogène (frustrations et griefs). Avec la banalisation de la violence et sa normalisation, la tendance est la complexification d'une situation pourtant déjà difficile.

RECOMMANDATIONS

1) **Replacer le retour de l'État dans les localités d'où il était absent dans un cadre de renouveau de la gouvernance et d'utilité de l'État pour les communautés**

Le Mali et ses partenaires, notamment la MINUSMA, focalisent les efforts sur le retour de l'État et son autorité sur l'ensemble du territoire. La restauration de l'autorité de l'État est

importante mais elle ne doit pas être envisagée dans un cadre d'occupation territoriale du pays. Bien avant la crise, la présence de l'État était perçue par de nombreuses communautés comme une présence d'un État prédateur qui, sans répondre aux besoins élémentaires des communautés, exacerbait les clivages qu'elles avaient en leur sein et entre elles.

Pour mieux répondre à ces phénomènes, il faut que l'État cesse d'être partial en défendant des communautés contre d'autres et il faut inviter tous ces Peulhs et Dogons qui ont pris les armes à la table des négociations comme il l'a fait avec les bandits du MNLA.

Ressortissant de Mopti

Les partenaires du Mali, au premier plan la MINUSMA, et ceux qui interviennent dans l'appui au niveau sécuritaire doivent encourager l'État dans les efforts d'amélioration de la gouvernance et de l'utilité de celui-ci pour l'ensemble des communautés maliennes.

2) **Rétablir la confiance entre les acteurs locaux**

La crise de 2012 et les violences qui s'en sont suivies avec les milliers de morts a fini par creuser un fossé important entre d'abord groupes socioprofessionnels puis entre certaines communautés qui avaient pourtant une pratique de vivre ensemble séculaire et historique même si elle est conflictuelle par moment et par endroit.

« Pour le moment, il n'y a pas de résolution de conflits entre ces communautés et elles ne peuvent pas le faire parce que non seulement elles ne se sont fait trop de mal mais aussi elles ne se méfient les unes des autres. »

Cultivateur dogon de la zone de Bandiagara

3) **Soutenir les processus de médiation par des actions concrètes**

Pour de nombreux interlocuteurs rencontrés au cours de la période d'analyse, les accords signés dans le cadre de la résolution des conflits sont des solutions de court terme.

Dans le Centre, le 28 août 2018, 34 chefs de villages Peul et Dogon ont signé un accord de paix intercommunautaire à Sevaré pour mettre fin aux conflits à Koro, exacerbés par l'activisme des milices d'autodéfense et des groupes extrémistes violents dans la zone. Cet accord, facilité par une ONG (Centre pour le dialogue humanitaire Henry-Dunant) engagée dans la médiation sous mandat du gouvernement, est intervenu après l'inaboutissement, début juillet, d'un cessez-le-feu unilatéral dénoncé au sein même de la milice se réclamant des Dogons, DAN NA AMBASAGOU, en proie elle-même à des clivages. Bien que les actions de médiation soient salutaires, il est important de relever qu'elles permettent de gérer seulement la conjoncture, l'immédiat, d'apaiser et de gagner

17 Le crime organisé au mali : son impact sur une sortie pacifique du conflit – Luca Rainiri, juillet 2016

du temps. Ce serait donc faire fausse route que de leur donner la mission qu'elles n'ont pas.

4) Apporter des réponses durables et multiformes aux conflits locaux.

Il est indispensable de prendre en compte les dimensions sociologiques (injustice sociale) d'un phénomène multiforme qui se greffe le plus souvent sur de mauvais indicateurs socioéconomiques. Les localités concernées par les violences locales sont affectées par la diminution des aires de pâturage due à l'exploitation des terres agricoles et la raréfaction de l'eau et des ressources fourragères. L'insécurité grandissante, qui accroît le déplacement et la vulnérabilité des populations, contribue à alimenter les tensions entre groupes socioprofessionnels. En plus de ces tensions autour de l'accès aux ressources naturelles, les violences résultent des luttes de pouvoir locales, des velléités de reconfiguration politique et sociale, et des désaccords entre l'État et certaines communautés.

5) Répondre aux questions de sous-développement et sécuriser les infrastructures.

Au cours de l'étude, il est ressorti qu'il existe très peu d'infrastructures reliant le Sud au Nord du pays. En outre, entre les localités du Nord, les inf-

rastructures routières sont vétustes par endroit et inexistantes dans une grande partie du septentrion. Il n'existe aucune route qui relie le Sud au Nord du pays. Par ailleurs, la fréquence des attaques sur les rares axes routiers contribue à exacerber les frustrations et les inquiétudes.

Tant que les conditions de vie des populations ne changent pas, nous ne déposerons pas les armes. Même si nous les déposons les armes, d'autres les prendront tant que les choses ne changent pas. C'est pour ça qu'on s'est battu pour notre territoire.

Jeune combattant touareg membre de l'ex rébellion armée au Nord

6) Accompagner l'État malien à renforcer le dialogue entre les communautés et entre celles-ci et les pouvoirs publics

Le 28 août 2018, 34 chefs de villages peuls et dogons ont signé un accord de paix intercommunautaire à Sevaré pour mettre fin aux conflits à Koro, exacerbés par l'activisme des milices d'autodéfense et des groupes extrémistes violents. Si cet accord et les précédents n'ont pas permis de résoudre définitivement la crise dans le centre, les efforts en faveur du dialogue doivent être poursuivis et soutenus par un engagement de l'État malien dans les réponses qu'il apporte aux nombreuses demandes.

7) Faire face à la menace terroriste dans un cadre de coopération régionale.

Les derniers développements de la situation sécuritaire au Mali confirment les allégations de nombreux observateurs sur la persistance de la menace terroriste et sa diffusion. En outre, pour traiter la question sécuritaire dans son entièreté, le Mali, avec l'appui des partenaires extérieurs, devra œuvrer à l'établissement d'une coopération utile en matière sécuritaire avec les pays de la sous-région. Le développement d'un volet coopération régionale reste central dans la prise en compte adéquate de la dimension sécuritaire du problème malien.

ANNEXE – BIBLIOGRAPHIE

Quels liens entre Extrémisme violent – criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako gourma <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrrique-de-louest/extremisme-violent-criminalite-organisee-et-conflits-locaux-dans-le-liptako-gourma>

Les groupes terroristes attisent-ils les conflits locaux dans le Sahel ? <https://issafrica.org/fr/iss-today/les-groupes-terroristes-attisent-ils-les-conflits-locaux-dans-le-sahel>

Un autre défi pour la stabilité du Mali <https://issafrica.org/fr/iss-today/un-autre-defi-pour-la-stabilite-du-mali>

Les problèmes du Mali vont au-delà de la présidentielle de juillet <https://issafrica.org/fr/iss-today/les-problemes-du-mali-vont-au-dela-de-la-presidentielle-de-juillet>

Groupes armés au nord-Mali: état des lieux. - Fiche documentaire - Julia Dufour et Claire Kupper 6 juillet 2012. Cette Note d'Analyse du GRIP fait l'état des lieux de la situation au Nord-Mali en juillet 2012. Elle décrit la situation de crise et analyse les forces en présence en mettant surtout l'accent sur les différents groupes armés, notamment islamistes, qui écumant la zone. AQMI, AnçarEddine et le MUJAO sont présentés comme les maîtres de la zone. Ainsi, à travers leurs modes d'action, leurs fondements et idéologies, les alliances, l'auteur nous livre une synthèse des évolutions au cœur du conflit malien.

Compagnie Méditerranéenne d'Analyse et d'Intelligence Stratégique, les enjeux du conflit de l'Azawad, 14- 01-2003. Cette note d'analyse procède à un décryptage du conflit malien depuis ses origines. Après un bref rappel historique, il présente les différents acteurs de ce conflit, notamment le MNLA, (composition et organisation) AnçarEddine (origines...), le MUJAO, AQMI. Il a l'avantage de présenter un document détaillé sur l'organisation de ces groupes radicaux (organigramme, mode de recrutement, source de financement).

Crise malienne : origines, développements et répercussions dans la sous-région ; Dr. Bakary Sambe, Enseignant-Chercheur Université Gaston Berger, Saint-Louis (Senegal), SeniorFellow, EuropeanFoundation for Democracy (Brussels). La crise malienne est abordée ici sous le prisme des mouvements et groupes principaux qui l'animent. Une part belle est faite à AQMI et au MUJAO. Cette note esquisse une analyse sur les enjeux sécuritaires de la radicalisation islamique dans le Mali principalement et dans Sahel secondairement.

Mali : Reconstruire la mosaïque - Résumé du rapport Oxfam ; octobre 2013. Ce rapport fait par Oxfam, en collaboration avec Handicap International et WILDAF (Women in Law and Development in Africa), est le résultat d'une enquête en juin 2012, sur le thème de l'impact du conflit sur les relations sociales au sein et entre des populations originaires du Nord du Mali. Il visait à faire entendre les voix des acteurs, afin de mieux comprendre l'impact du conflit sur les relations sociales et mettre en valeur les solutions envisagées par ces populations elles-mêmes. Fragile sortie de crise au Mali :Entre contraintes internes et pressions externes, ISS, juillet 2013. Rapport sur la situation politique et sécuritaire au Mali à la veille des élections présidentielles. Cette étude fait l'état des lieux des différentes dynamiques internes sur les enjeux de la transition, notamment les accords de Ouagadougou, le dialogue et la réconciliation et les élections.

Qui est qui au Nord du Mali, ISS juin 2013. En marge de la signature de l'accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers de paix inclusifs, cet article visait à faire une note sociologique des populations du Nord du Mali et dégager les enjeux qui entourent ces négociations tout en présentant les principaux acteurs.

ABA-Rule Of Law, « Stratégie de justice transitionnelle au Mali. Analyses découlant des observations et réflexions des structures communautaires et de la société civile », American Bar Association, 2015.

JUPREC/Avocats Sans Frontières Canada, « État des lieux sur la justice *transitionnelle au Mali* », Bamako-Québec, janvier 2016.

Autesserre, S., « *Construire la paix : conceptions collectives de son établissement, de son maintien et de sa consolidation* », Critique Internationale, Presses de Sciences-Po n°51, 2011 : 153-167

Bengaly, A., « La réforme du secteur de la justice au Mali : Enjeux, défis et perspectives », FES Mali, Policy Paper, Nov. 2015.

Lefranc S., « La professionnalisation d'un militantisme réformateur du droit : l'invention de la justice transitionnelle », Droit et Société 73-2009 : 561-589.

FIDH-AMDH, « Mali, la justice en marche. Analyse des procédures judiciaires portant sur de graves violations des droits humains commises depuis 2012 », Paris, 2014.

FIDH-AMDH, « Mali : la paix à l'épreuve de l'insécurité, de l'impunité et de la lutte contre le terrorisme », Note de situation, 19 février 2016.

Hiil, Ambassade des Pays-Bas et UE, « *Les besoins des maliens en matière de justice, vers plus d'équité* », Étude de sondages, Hiil, 2015.

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et Secrétariat Général, « *Programme d'urgence pour le renforcement du système judiciaire et de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger* », PU-RSJ MOA, mars 2016.

République du Mali, Commission Vérité, Justice, Réconciliation, « *Stratégie d'intervention 2016-2018* », Bamako, Mars 2016.

RDDH, Freedom House et l'Association du Barreau Américain, « Documentation & Monitoring des violations des droits humains », Projet conjoint ABA/Roli et Freedom House, violations commises au Mali entre janvier 2012 et décembre 2014 (Phase 1&2), Bamako-Mali, 2015.

Solidarités International, Enquête des vulnérabilités des populations retournées de la commune de Gargando, Mai 2016.

Van Veen E, Goff D et Van Damme T., « *Au-delà de la dichotomie : accepter le pluralisme juridique au Mali et en réconcilier les composantes* », Rapport de la CRU, Netherlands Institute of International Relations, Nov. 2015

